



Parti Communiste

Révolutionnaire de France



De la guerre en Ukraine et des tâches des communistes

Les conditions objectives de la situation internationale actuelle sont celles d'une crise aggravée de l'impérialisme. Or la cause des crises est le mode de production capitaliste. Cette cause est aggravée par le capitalisme des monopoles, c'est-à-dire par le stade impérialiste du capitalisme, car elle repose sur la contradiction principale entre la production de plus en plus sociale et la propriété privée des moyens de production et d'échange. L'organisation socialiste de la production est le seul moyen d'éradiquer les causes de la crise et de l'exploitation capitaliste, les causes de la guerre et de la misère.

Aujourd'hui, le terme « impérialisme » est surtout utilisé pour désigner vulgairement une politique étrangère agressive, surtout militaire, d'un État développé, et ce, aussi bien dans les médias bourgeois que par les politiciens de « gauche », notamment la social-démocratie, ou de la « gauche de la gauche » ou même par certaines organisations se réclamant du communisme. Même si ces phénomènes sont le prolongement de l'impérialisme dans la politique étrangère de différents États, il faut lui chercher avant tout une base économique. L'impérialisme est le capitalisme de monopoles. L'origine des guerres de repartage entre grandes puissances, depuis l'introduction du « nouvel ordre mondial » impérialiste, est dans la concurrence des monopoles et les rivalités de leurs États. En régime capitaliste, a fortiori au stade impérialiste, les entreprises, les divers secteurs économiques et les pays ne peuvent se développer également. Les pays se développent par bonds, les uns s'enrichissant au détriment des autres. Une pyramide impérialiste se façonne avec des centres principaux et secondaires, et une échelle mobile des positions dans la pyramide en fonction de leur force économique, militaire et politique.

Sans nier les changements qualitatifs et quantitatifs d'aujourd'hui, Lénine donne une définition vivante de l'impérialisme dans son œuvre « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », qui est une œuvre fondamentale du marxisme, analysant le mode de production capitaliste à l'époque impérialiste, celle « des guerres et des révolutions ». D'après lui, « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes* ».

Depuis des mois, le PCRF alerte sur les conséquences des tensions accrues entre impérialismes (USA, pays de l'UE, Russie, Chine), qui instrumentalisent ou favorisent des conflits locaux dans l'intérêt exclusif de leurs monopoles. C'est dans ce cadre que, le 24 février 2022, la Russie a déclenché une guerre contre l'Ukraine, à travers l'entrée de l'armée russe au Nord-Est de ce pays et les bombardements de plusieurs villes ukrainiennes.

Rappelons que les tensions entre la Russie et l'Ukraine, soutenue par l'UE et l'OTAN, dont la France fait partie, ont été accentuées par la question du Donbass : le refus de parvenir à un accord, l'augmentation des bombardements de Donetsk et de Lougansk par Kiev, ont conduit à la reconnaissance par les autorités bourgeoises de la Fédération de Russie de ces républiques de l'Est de l'Ukraine, en guerre depuis 8 ans contre le pouvoir fasciste ukrainien issu du coup d'Etat de 2014, soutenu par la France, l'UE et les États-Unis.



Mais la première cause de ce conflit est l'affrontement inter-impérialiste entre la Russie et les pays occidentaux membres de l'OTAN. Le peuple du Donbass est devenu un otage dans la lutte entre, d'un côté, l'Ukraine nationaliste soutenue par les Etats-Unis et les pays européens dont la France, et de l'autre côté, la Russie de Poutine qui cherche à faire revenir l'Ukraine dans sa zone d'influence. Comme le prouvent les sommes colossales obtenues par Biden pour « aider » l'Ukraine, les Etats-Unis ont choisi de faire avec l'Ukraine une guerre par procuration contre la Russie, qu'ils veulent voir définitivement affaiblie pour mieux s'occuper de leur rival principal chinois dans la zone indo-pacifique : les EU livrent les armes, les Ukrainiens servent de chair à canon. Les intérêts états-uniens ne correspondent ainsi pas parfaitement avec ceux des pays impérialistes de l'Europe comme la France, qui sait qu'elle devra compter de toute façon avec une Russie dans l'espace continental. A l'intérieur même de l'UE, les contradictions ont transpiré autour de l'armée européenne poussée par la France qui en voudrait le leadership.

Indépendamment des prétextes utilisés par les deux parties, le conflit militaire en Ukraine est le résultat de l'aiguïssement de la concurrence entre les deux camps belligérants, principalement axée sur les sphères d'influence, les parts de marché, les matières premières, les plans énergétiques et les voies de transport ; la situation, les positions des uns et des autres et les contradictions au sein de l'UE, ne peuvent se comprendre sans le sujet du gaz russe en Allemagne ou du gaz de schiste états-unien par exemple. La France est aussi le troisième investisseur en Russie, le premier employeur dans ce pays, et elle joue également sa partition tandis que sa présence en Mer Noire et en Méditerranée s'est récemment renforcée en concurrence avec la Turquie et en alliance avec la Grèce, l'Italie et la Roumanie ; Roumanie qui occupe une place de choix, avec l'embouchure du Danube et une large côte sur la Mer Noire, avec des bases françaises (sous couvert de l'OTAN), avec de l'industrie française, des plans de développement de ses ports (empêchés par les Pays-Bas qui y voient une concurrence à son port d'Anvers) ; Roumanie qui envisage de futurs contrats pour des corvettes françaises, et ... est insérée dans la francophonie...

Un mot aussi sur la Chine qui a passé un accord bilatéral avec l'Ukraine quelques mois avant le déclenchement de la guerre, pour des investissements dans les chemins de fer, les aéroports et les ports, ainsi que dans les infrastructures de télécommunications à travers l'Ukraine. Chine qui est désormais, devant la Russie, le plus grand partenaire commercial de l'Ukraine, réalisant 14,4% de ses importations et 15,3% de ses exportations. L'Ukraine a d'ailleurs décidé de retirer son nom d'une déclaration internationale antichinoise sur les « violations des droits de l'homme » dans le Xinjiang. Ces concurrences ne peuvent donc pas toujours être résolues par des moyens diplomatico-politiques et des compromis fragiles.

C'est la confirmation que la guerre est la continuation de la même politique avec d'autres moyens. C'est la preuve que la guerre impérialiste, ainsi que la mort et la destruction qu'elle provoque, découlent inévitablement de la concurrence capitaliste, de son mode de production. Rappelons que sous le socialisme, contrairement au discours antisoviétique de Poutine du 21 février, les peuples russe et ukrainien vivaient en amitié et prospéraient en paix. L'impérialisme ne se définit pas comme une politique d'agression ou d'annexion, ou de colonialisme ou de conquête, comme le font vulgairement les formations petites bourgeoises ou même communistes révisionnistes khrouchtchéviennes. L'impérialisme, nous simplifions volontairement, c'est le capitalisme de monopoles. La Russie est-elle impérialiste ? OUI ; le PCFRussie n'y changera rien, pas plus que la partition de l'URSS reprise par Poutine pour l'hymne russe, pas plus que les drapeaux rouges qui défilent le 9 mai. Bien sûr, tout cela joue sur nos "sentiments", "notre affect communiste".

La question de la guerre est une des plus complexes à analyser de façon matérialiste historique et dialectique. Les passions humaines ne sont jamais loin, favorisant des prises de position sentimentales, marquées par le subjectivisme, d'autant plus que les médias bourgeois vont orienter l'opinion publique à coups



d'images sensationnelles vraies ou créées. « *Pour déclencher les guerres impérialistes, il faut d'abord mater l'arrière* », disait Staline. « *L'ennemi nous a attaqués* », « *L'agression est le fait de X* », « *Les droits historiques et nationaux de Y ont été violés* », « *Nous allons sauver les peuples de tel pays* » ; autant de formules qui aiguisent les convictions, mais ne répondent pas à la démarcation tracée par le socialisme scientifique, la guerre est-elle juste ou injuste pour une partie ou les deux ?

Du point de vue marxiste, c'est le sens politique de chaque guerre qu'il faut définir, dans chaque cas particulier. Mais comment faire pour définir le sens politique d'une guerre ? Toute guerre n'est que la continuation d'une politique. A quel genre de politique la guerre actuelle fait-elle donc suite ? Est-elle la continuation d'une politique du prolétariat ? Ou bien est-elle plutôt la continuation de la politique impérialiste, de la politique de domination, de pillage et d'oppressions d'une bourgeoisie réactionnaire décadente ? Il faut poser la question pour y répondre clairement : la guerre actuelle est une guerre de brigandage.

Ceux qui se mettent du côté de la Russie (nous passons sur le discours sur la "dénazification" comme justification du gouvernement russe) théorisent en fait sur un monde multipolaire ou deux camps s'affrontent, celui russo-chinois contre l'axe EU-OTAN, voire UE. De là, ils en déduisent, un peu à la manière de la théorie des 3 mondes, qu'il faut soutenir le camp qui lutte contre l'impérialisme principal "le plus fort" et donc qu'il faut se mettre du côté de la Russie. Ceux-là prennent pour exemple l'URSS avec ses alliés occidentaux contre le nazisme sur le mode "*d'abord on s'occupe du fascisme puis on lutte de classe*". Mais ils commettent d'après nous une grave erreur. Pour soutenir ou s'allier provisoirement avec un pays impérialiste (nous ne revenons pas sur ceux qui avanceraient, contre le léninisme, que la Russie n'est pas impérialiste), il y a une condition : c'est que cette tactique internationale se soumette à l'intérêt supérieur du prolétariat mondial. Ce qui était le cas avec l'existence de l'URSS et le front uni national devenu front uni international contre le fascisme. Cet aspect stratégique fondamental est même un élément de la "permanence de la Révolution" qui s'oppose à la "révolution permanente" des trotskystes, et qui explique pourquoi défendre l'URSS dans sa phase ascendante surdéterminait en partie les tactiques et stratégies de tous les PC dans tous les pays du monde. Le concept de subordination doit être utilisé quand une partie contredit le tout ; et les intérêts particuliers, pour être satisfaits, vont affaiblir l'intérêt international supérieur, notamment en renforçant l'impérialisme. Aujourd'hui où est l'URSS ? Le pays du socialisme sur lequel s'appuyer, où est la patrie du socialisme déterminante ? Nulle part. La situation n'est pas celle de la deuxième guerre mondiale. A moins, et c'est là qu'intervient une nouvelle grave erreur théorique, que l'on place la Chine sur le terrain de la construction du socialisme ; à noter que l'URSS n'était pas en phase de construction du socialisme, mais l'avait construit dès les années 30 (jusqu'aux années 50 phase ascendante du socialisme en URSS), et qu'il fut le seul pays au monde à être parvenu à ce stade (même en RDA, l'artisanat était encore important). Or la Chine n'est pas socialiste, ne construit pas le socialisme non plus, aucun des traits généraux du socialisme n'existent en Chine, *l'Initiative Communiste Européenne* et une partie du MCI, auquel nous essayons modestement d'appartenir, l'ont démontré scientifiquement et continuent de le démontrer. Dans la mesure où la Chine serait la patrie mondiale du socialisme, oui cela changerait la donne, la question des alliances et des soutiens changerait de nature ; on voit comment ces deux questions Ukraine et Chine s'imbriquent. Tous, nous préférons que la Chine ou la Russie "soient socialistes", mais ce n'est pas le cas ; devons-nous donc nous lamenter et retourner à nos occupations personnelles ? Non, notre devoir de communistes est de nous retrousser les manches.

Le « géopolitisme » consiste bien, à soutenir un impérialisme contre un autre, présenté ou jugé comme « le plus dangereux » (américain, russe ou chinois, selon les organisations), comme si le danger ne provenait pas du système mondial des Etats impérialistes ! Où est la position indépendante des communistes dans tout cela ? Les communistes révolutionnaires sont des adversaires du système impérialiste dans toutes ses composantes. Le « géopolitisme » est un nouveau danger pour le mouvement communiste et qui est en passe de le couper en



deux. Nous appelons «géopolitisme» - faute de mieux - la conception qui consiste, de la part d'organisations et de partis communistes, à soutenir un Etat ou un bloc impérialiste, dans une guerre ou un conflit armé, à partir d'une approche uniquement nationale des phénomènes, au détriment de l'approche internationaliste, de classe et matérialiste. Certains camarades ont gardé un réflexe étrange, comme si existaient encore deux camps antagonistes d'Etats, les camps impérialiste et socialiste. Par-delà les contre-révolutions bourgeoises, ces camarades gardent un attachement sentimental, abstrait, compréhensible (mais en vérité sans contenu de classe) à la Russie, à la Chine, et vont jusqu'à endosser, en partie, certains éléments de la politique de la classe bourgeoise au pouvoir, dans ces pays. Lors du conflit armé opposant la Géorgie à la Russie impérialiste, des organisations communistes ont vu avec justesse les manœuvres de Washington, afin d'utiliser la Géorgie - semi-colonie US - et son armée pour bombarder et lancer des roquettes sur deux régions géorgiennes : l'Abkhazie et l'Ossétie du sud. Cependant, ces mêmes camarades n'ont pas vu les manœuvres de l'impérialisme russe, n'hésitant pas à utiliser l'aspiration légitime des Abkhazes et Ossètes à l'autodétermination (en tant que victimes du chauvinisme géorgien), pour élargir sa sphère d'influence, mise à mal, il est vrai, par les « révolutions de couleur » sous l'égide de l'impérialisme américain. Ensuite, le régime de Poutine a bombardé la population géorgienne, pourtant très réservée à l'égard du régime fascisant de Saakachvili, notamment à Gori, la ville natale du dirigeant de l'URSS, Staline. Tout un symbole, quand triomphe le nationalisme bestial. Certaines organisations communistes françaises et étrangères ont soutenu la Russie (au nom de la géopolitique) et son armée. En France, des camarades ont même évoqué, avec un certain lyrisme, « *l'armée russe comme héritière des traditions de l'Armée Rouge* » !

Dans l'histoire du PCbUS (1938), il est écrit :

“Les bolcheviks estimaient qu'il y a deux genres de guerres : la guerre juste, non annexionniste, émancipatrice, ayant pour but soit de défendre le peuple contre une agression du dehors et contre les tentatives de l'asservir, soit d'affranchir le peuple de l'esclavage capitaliste, soit enfin de libérer les colonies et les pays dépendants du joug des impérialistes ; la guerre injuste, annexionniste, ayant pour but de conquérir et d'asservir les autres pays, les autres peuples.”

Pour faire passer une guerre pour une guerre nationale, les social-chauvins invoquent souvent la libre disposition des nations. La seule façon juste de les combattre est de montrer qu'il s'agit là d'une lutte, non pas pour libérer des nations, mais pour déterminer lequel des grands rapaces opprimer le plus de nations. Nous citons : « *L'hégémonie mondiale est le contenu de la politique impérialiste, dont le prolongement est la guerre impérialiste. Rejeter la "défense de la patrie", c'est-à-dire la participation à une guerre démocratique, est une absurdité qui n'a rien à voir avec le marxisme. Présenter sous un jour favorable la guerre impérialiste en lui appliquant la notion de "défense de la patrie", c'est-à-dire en la faisant passer pour une guerre démocratique, c'est tromper les ouvriers et passer dans le camp de la bourgeoisie réactionnaire* » (Lénine, in *“Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste”*). Lignes remarquables, dont la méthodologie dialectique d'analyse doit nous inspirer. Le Parti est favorable à l'autodétermination et à la libération des peuples opprimés, de tous les peuples opprimés, y compris bien sûr au moyen de guerres de libération nationale. Mais quand "l'autodétermination" ou "l'indépendance" sert d'alibi, de justificatifs à des puissances impérialistes pour s'asservir des pays et une région, alors «l'autodétermination» change de nature de classe et sert les objectifs du capital monopoliste des grandes puissances d'un ou plusieurs pays. Ce n'est plus une lutte pour l'autodétermination ou l'indépendance, mais un moment de la guerre pour se repartager le monde ! Dès lors, les marxistes-léninistes n'ont aucune raison de « couvrir » cette nouvelle division du monde au profit de l'impérialisme ou de certains Etats impérialistes quels qu'ils soient.



La question des droits des nations n'est pas une question isolée et se suffisant à elle-même, c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble, et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble. Il s'agit par exemple d'appuyer ceux des mouvements nationaux qui tendent à affaiblir et renverser l'impérialisme, et non à le maintenir et le consolider.

Le révisionnisme issu de la « ligne générale du 20ème Congrès » du PCUS dirigé par Khrouchtchev, outre la liquidation des principes révolutionnaires du communisme-bolchévisme, affaiblit puis liquida l'internationalisme prolétarien au nom des « *voies nationales à un socialisme "national"* ». Les marxistes-léninistes, dans le droit fil des enseignements de Lénine et de Staline, n'ignorent pas l'importance des particularités nationales, tant dans la conduite de la révolution que dans les rythmes d'édification du socialisme, comme de la forme prise par la dictature du prolétariat. Cependant, pour les classiques du marxisme, les lois générales (communes à tous les pays) prévalent sur les particularités. Les révisionnistes ont inversé cet axiome, absolutisant le caractère national et liquidant les lois générales du socialisme.

Les marxistes-léninistes combattent l'ensemble du système capitaliste-impérialiste. Le Parti communiste (bolchevik) est un modèle à suivre quant à la capacité d'utiliser les contradictions inter-impérialistes au profit de la cause révolutionnaire : du retour de Lénine à Petrograd, au front uni antifasciste mondial qui obligea les Etats impérialistes de Grande-Bretagne et des Etats-Unis à se battre aux côtés de l'URSS pour vaincre le fascisme allemand, dans l'espoir de reconquérir leurs positions perdues. C'est l'entrée de l'URSS qui assura le caractère antifasciste et révolutionnaire-démocratique de la guerre dans de nombreux pays. Rien de comparable, par exemple, avec la politique du Donbass, puisque des territoires se sont alliés à l'impérialisme russe contre celui de l'Ukraine et l'OTAN. Il s'agit moins ici, d'utiliser les contradictions entre puissances capitalistes, que de soutenir un impérialisme.

Le « géopolitisme » prolonge l'héritage kautskyste consistant à séparer la politique étrangère et militaire des Etats capitalistes de leurs visées économiques de classe. « *Il ne fait aucun doute que la transition du capitalisme au stade monopoliste du capital financier est reliée avec l'intensification de la lutte pour le partage du monde* » (Lénine, « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »). Les bases matérielles de la politique impérialiste sont économiques. Les monopoles et même les super-monopoles utilisent la toute-puissance de leur dictature de classe sur l'Etat pour conquérir de nouveaux marchés par tous les moyens, pour écarter leurs concurrents du contrôle des sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz. Voilà l'origine des guerres de repartage entre grandes puissances, depuis l'introduction du « nouvel ordre mondial » impérialiste. La fascisation, les limitations des libertés démocratiques bourgeoises, accompagnent cette politique capitaliste qui suscite une résistance croissante. Avec l'étude des objectifs économiques de l'impérialisme, on est loin d'une approche nationale. Ces conflits servent de déclencheur et de prétexte, mais derrière, il y a la rivalité entre grandes puissances, et la volonté de s'assujettir tel ou tel pays. Englué dans cette vision, le « géopoliticien » en reste au niveau de cette formule : « *Si A est l'ennemi de B qui est l'ennemi principal, alors je soutiens A* » ; même si A et B ont une politique identique quant au contenu de classe... C'est la vision kautskyste des « sphères d'influence », vision également d'une lutte « en haut » qui n'oppose que des Etats, conception de relations internationales qui ignore, en pratique, les luttes et contradictions de classes. Le « géopolitisme » liquide l'indépendance du prolétariat dans la lutte anti-impérialiste, et ne propose d'autre voie aux communistes et à la classe ouvrière, que le soutien à tel ou tel impérialisme. Cette déviation provient de la défaite majeure et historique subie par le mouvement communiste international, mais si elle n'est pas combattue à la racine, elle conduira le prolétariat à devenir une force d'appoint de telle ou telle bourgeoisie. Cette déviation renforce l'opportunisme à caractère nationaliste.



Certains communistes défendent de telles positions géopolitiques, défendent le droit russe à attaquer les pays à sa frontière, l'alliance "russo-chinoise" contre celle des EU et l'OTAN. N'oublions pas que les alliances impérialistes sont très mouvantes, que la loi de l'inégalité de développement des pays capitalistes joue à fond, encore plus avec l'impérialisme contemporain, et que les impérialismes faibles, moyens ou forts d'hier ne seront pas ceux de demain ! La loi de l'inégalité de développement économique entre pays, bien sûr entre pays impérialistes et semi-colonisés, mais aussi entre pays de capitalisme monopoliste, est l'une des conditions objectives de la victoire de la révolution démocratique ou socialiste. Le marché, même mondial, a des limites objectives, et le renforcement d'un monopole ou d'un État impérialiste s'effectue au détriment d'autres multinationales (toujours à base nationale) ou d'autres États. Cette loi de développement inégal (un pays se renforce en affaiblissant ses concurrents), est la base matérielle des contradictions entre États impérialistes, contradictions qui se sont aiguisées avec la destruction de l'URSS et des États européens du camp socialiste. Sur la chaîne du capitalisme mondial apparaîtra un ou plusieurs « maillon(s) faible(s) », la révolution brisera la chaîne de ces maillons comme en octobre 17 ou en 1945.

Même dans le sujet de la paix qui est la suite de la guerre, une politique qui ne trompe pas les ouvriers mais leur ouvre les yeux doit démasquer son gouvernement et sa bourgeoisie : dénoncer les traités secrets signés ou en cours avec leurs alliés impérialistes sur le partage des marchés et des sphères d'influence, sur les entreprises financières menées conjointement dans d'autres pays, sur l'accaparement des actions, sur les monopoles et les contrats conclus, les concessions... Etre pour une paix démocratique, sans annexions, etc., ce n'est pas le crier haut et fort, mais c'est dévoiler les vérités, les faits de sa bourgeoisie contre la vraie démocratie et la paix du socialisme. N'est pas internationaliste celui qui ne lutte pas effectivement contre sa bourgeoisie, contre ses social-chauvins, contre ses centristes et tous ceux qui trouvent des excuses à leur impérialisme, fût-il une république.

Le rôle des communistes français est donc d'accuser la France, et pas seulement à travers l'UE ou contre une entente militaire comme l'OTAN, car y compris dans ces unions inter-impérialistes, la France joue sa propre partition pour défendre les intérêts propres de ses monopoles. Dans chaque pays, le Parti communiste "*doit expliquer aux masses cette vérité manifeste qu'une paix réellement durable et démocratique ne peut être conclue maintenant qu'à la condition que ce ne soient pas les gouvernements actuels et en général pas les gouvernements bourgeois qui la signent, mais les gouvernements prolétariens, qui auront renversé la domination de la bourgeoisie et entrepris son expropriation*" (Lénine, *Projet de Thèses*).

Dans chaque pays, le Parti communiste doit expliquer aux masses cette vérité sur "la paix démocratique" : à moins qu'il ne s'agisse de camoufler une paix impérialiste, la classe ouvrière n'a qu'un moyen de réaliser effectivement une telle paix, dès maintenant, c'est de tourner les armes contre leur gouvernement, de transformer la guerre impérialiste en une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme. L'alternative que les communistes doivent clairement poser devant les masses par une campagne d'agitation et de propagande, de grèves et de manifestations, est la suivante : ou bien continuer à être tués et à s'entretuer pour les profits et projets capitalistes, à supporter la vie chère, la famine, les pénuries, le poids des dettes et des dépenses de guerres, la comédie d'une paix ou d'un armistice impérialiste camouflée par des promesses réformatrices, ou bien... le soulèvement contre la bourgeoisie.

« Notre "programme de paix", enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent pas nous donner une paix démocratique. Il faut la chercher et tâcher de l'obtenir, non pas en regardant en arrière, vers l'utopie réactionnaire d'un capitalisme non impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits au sein du régime capitaliste, mais en s'orientant en avant, vers la révolution socialiste du prolétariat. Aucune des revendications démocratiques essentielles n'est réalisable sur



un plan tant soit peu large et solide dans les Etats impérialistes avancés, autrement qu'au travers de batailles révolutionnaires sous le drapeau du socialisme. Et si quelqu'un fait entrevoir aux peuples une paix "démocratique" sans préconiser en même temps la révolution socialiste, en répudiant la lutte, au cours même de la guerre, pour sa réalisation, il trompe le prolétariat. » (Lénine, à propos du Programme de paix.)

La bourgeoisie a justement besoin que des phrases hypocrites sur la paix, des phrases creuses et n'engageant à rien, détournent les ouvriers de la lutte révolutionnaire en temps de guerre, les endorment et les consolent par l'espoir d'une paix "sans annexions", d'une paix démocratique.

La paix est également un sujet de rapport de force entre le peuple-travailleur et la bourgeoisie. Rappelons des principes fondamentaux du léninisme souvent altérés par les centristes et révisionnistes. La guerre est la continuation, par les moyens de la violence, de la politique menée par les classes dominantes des puissances belligérantes bien avant l'ouverture des hostilités. La paix est la continuation de cette même politique, compte tenu des changements intervenus dans le rapport des forces adverses à la suite des opérations militaires. La guerre ne modifie pas par elle-même le sens dans lequel se développait la politique avant qu'elle ne commence ; elle ne fait qu'accélérer ce développement.

Cette guerre en Ukraine continue la politique de la bourgeoisie dans la maturité de l'impérialisme, elle n'a pas le caractère démocratique de bourgeoisie progressiste comme en 1793 par exemple. Cette guerre, sur la base de rapports bourgeois, ne peut pas, en vertu de la situation objective, aboutir à quelque "progrès" démocratique que ce soit, immédiatement ou plus tard, mais seulement au renforcement et à l'extension de toutes les formes d'oppression et de domination en général, et ce, quelle que soit l'issue de la guerre. La notion d'annexion implique ordinairement la notion de violence (rattachement d'une région "étrangère", etc.), et parfois la notion de violation du statu quo. Un pays ou un parti qui parle de reconnaître l'autonomie ou l'indépendance d'une nation ne peut être crédible que si, dans son propre pays (ou dans les pays sous sa sphère d'influence) il reconnaît, aussi bien avant que pendant une guerre, ce droit à l'autonomie. A l'époque de l'impérialisme en Europe, la distinction entre nations réactionnaires et nations révolutionnaires (au sens de progressistes et non pas seulement socialistes) est impossible. Les Etats européens sont impérialistes.

Le prolétariat doit être contre la défense de la patrie dans cette guerre impérialiste étant donné son caractère esclavagiste, réactionnaire et de rapine, étant donné la possibilité et la nécessité de lui opposer la guerre civile pour le socialisme (et de tout faire pour la transformer en guerre civile). Il ne faut pas accommoder un programme national à la guerre actuelle en Ukraine qui n'est pas nationale.

Il faut travailler à des actions systématiques, coordonnées, pratiques, absolument réalisables, quelle que soit la vitesse de développement de la crise révolutionnaire, des actions **allant dans le sens de la révolution** : vote contre les crédits, rupture de la "paix civile", création d'une organisation illégale, fraternisation des soldats, soutien de toutes les actions révolutionnaires des masses. Le succès de toutes ces mesures mène à la guerre civile. Il ne suffit pas d'être contre "la guerre impérialiste", il faut être pour la tactique révolutionnaire. Les positions qui repoussent les actions révolutionnaires pour le socialisme rejoignent au fond la "théorie des stades" ou des étapes, consistant à chercher le programme le plus accommodant et le plus populaire, le plus acceptable par la petite bourgeoisie, par crainte des mots d'ordres révolutionnaires, il n'est pas juste selon nous de parler de défense de la patrie dans la guerre comme en Ukraine.

La révolution socialiste n'est pas une utopie ; les peuples travailleurs en guerre sont devant le choix de savoir s'il faut manquer de tout, jusqu'à la faim, et aller à l'abattoir des balles ou des bombes pour des intérêts d'autrui, pour des intérêts étrangers, ou bien consentir à de grands sacrifices pour la révolution et le socialisme, pour mettre fin à la vie chère et à la guerre. Nous vivons à l'époque de l'impérialisme, la guerre actuelle en Ukraine est impérialiste. La guerre de brigandage est présentée sous de belles couleurs, les bourgeoisies du pays sont



présentées comme des brebis innocentes, sous les traits de héros, en même temps que l'on ferme les yeux sur l'exploitation salariale et le pillage d'autres pays ; tout cet incroyable amas de mensonges bourgeois est camouflé sous la belle formule populaire et mystificatrice de "défense de la patrie".

Quelles peuvent être par exemple les tâches des prolétaires et organisations communistes russes ?

L'objectif est de transformer la guerre en guerre civile révolutionnaire en s'appuyant par exemple sur la calamité des morts au front et dans la population, sur la dénonciation des dépenses de guerre contre les besoins de la population, la lutte contre la vie chère, contre les profiteurs de guerre, un travail de fraternisation des soldats russes avec les soldats ukrainiens etc. Bien sûr, dans le contexte, on ne peut ignorer que des compromis même avec l'Etat bourgeois russe puissent surgir sur certains points pour la survie physique des camarades.

Quelles peuvent être par exemple les tâches des prolétaires et organisations communistes d'Ukraine ?

Les mêmes, avec les conditions propres à l'Ukraine ; déjà des soldats ukrainiens et russes se révoltent des deux côtés et ne veulent pas servir de chair à canon pour leurs bourgeoisies. La situation n'est pas facile alors que l'invasion par Poutine a resserré dans un premier temps les rangs des Ukrainiens autour de Zelenski. Bien sûr, pour les communistes ukrainiens, la question de la clandestinité est à prendre en compte, mais le mouvement ouvrier a de l'expérience et un savoir-faire en la matière, aussi par le biais d'associations de masse pour faire de la politique par exemple.

Telles peuvent être les tâches des marxistes-léninistes, et non de soutenir leur bourgeoisie et ses interventions militaires.

Les divers pôles impérialistes dans le monde dressent leurs armes les uns contre les autres, et les travailleurs et travailleuses de tous les pays seront la chair à canon et les victimes civiles de la débâcle qui se dessine à l'horizon. S'il est de l'intérêt des monopoles capitalistes et de leurs États de faire la guerre, il est de l'intérêt des peuples de s'opposer à leurs plans et d'exiger la paix à travers la lutte. Ne leur octroyons pas le luxe de décider de notre sort, combattons toutes les aventures impérialistes !

Les organisations communistes révolutionnaires de France ont une forte responsabilité dans la lutte contre l'impérialisme et leur impérialisme français.

Notre parti a fait publiquement des propositions d'action concrètes au mouvement communiste de France, il y a plus d'un an, pour gêner l'impérialisme français (qui se déploie en Afrique et ailleurs), nous les refaisons encore... Nous savons que le porte-avions français Charles de Gaulle a pris pendant un moment le commandement de la flotte de l'OTAN en Méditerranée dans le cadre de la guerre en Ukraine et qu'il s'y prépare à nouveau. Nous devons concrètement tout faire pour gêner les plans de l'impérialisme français aux ports de Marseille ou de Toulon où transitent les navires militaires, ou à Mont de Marsan, à Annecy, à Varcès, dans le Vaucluse, etc, qui sont aujourd'hui des bases de départ des troupes et avions français pour la frontière de l'Ukraine. Il n'y a bien que les communistes et les syndicats de classe qui impulseront le travail pratique et réel nécessaire contre les guerres de nos impérialismes.

De l'argent pour la santé et l'éducation, pas pour les canons !

Oui à la satisfaction des besoins populaires, non aux crédits de guerres !

Contre la vie chère, les pénuries, à bas les spéculateurs et profiteurs de guerre !

Non aux guerres de l'impérialisme, oui à la paix fraternelle et durable entre les peuples avec le Socialisme-Communisme !

« Vous les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage ; nous les ouvriers de tous les pays belligérants, nous vous déclarons la guerre, la guerre pour le socialisme ! »

Tels peuvent être des mots d'ordre des communistes marxistes-léninistes.

22 mai 2022

